

POLITIQUE

Parlement et peuple doivent pouvoir se prononcer

TRAITÉS INTERNATIONAUX. Le gouvernement ne peut être seul compétent pour les dénoncer.

Le Conseil fédéral ne doit pas pouvoir dénoncer seul un traité international important. Le Parlement, voire le peuple, a son mot à dire. La commission des institutions politiques du Conseil des Etats a adopté un projet visant à modifier la loi.

La Chambre des cantons va pouvoir se prononcer lors de la session d'automne. D'ici là, le Conseil fédéral, qui estime être seul compétent en matière de dénonciation des traités internationaux en vertu de la constitution, pourra encore donner son avis.

Jusqu'à présent, la question de savoir à qui revenait la compétence de dénoncer les traités internationaux importait peu vu qu'aucun accord important n'a encore été dénoncé. Plusieurs initiatives populaires, dont celles de l'UDC sur l'immigration ou celle d'Ecopop contre la surpopulation, ont toutefois récemment relancé le problème.

Même si, dans ces deux cas, la question d'une dénonciation ne s'est finalement pas posée, la commission juge essentiel de définir les règles avant que le «match» n'ait commencé. Le problème reviendra en effet par exemple avec l'initiative contre les juges étrangers ou celle dite «de limitation», qui exige du Conseil fédéral qu'il dénonce l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE. — (ats)

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS: des contrôles suffisants

Les investissements directs depuis l'étranger dans des entreprises suisses ne devraient pas être davantage contrôlés. Le Conseil fédéral ne souhaite pas mettre en place une autorité d'approbation, comme le demande le conseiller aux Etats Beat Rieder (PDC/VS) dans une motion. Le gouvernement rejette aussi une motion du conseiller national Corrado Pardini (PS/BE) qui réclame un système d'autorisation pour les reprises et fusions d'entreprises revêtant une importance en termes de stratégie industrielle. Le Conseil fédéral est simplement prêt à examiner, dans le cadre d'un rapport, les avantages et les inconvénients de la création de bases légales permettant un contrôle des investissements étrangers. Ces derniers s'élevaient en Suisse à quelque 965 milliards de francs en 2016. Cet intérêt traduit l'attrait exercé par la place économique helvétique et la qualité de ses conditions-cadre, selon le Conseil fédéral, pour qui il en va de la prospérité du pays — (ats)

Le 9^e Forum des Courtiers a répondu aux questions suscitées par les drones

ASSURANCE. L'émergence des drones amène bien des interrogations sur la sécurité des citoyens et la responsabilité des pilotes.

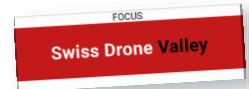
SOPHIE MARENNE

Environ 100.000 drones volent dans le ciel helvète et leur nombre est encore appelé à gonfler. Bien que la réglementation suisse soit extrêmement souple aujourd'hui — vous pouvez acheter un appareil, le sortir de son emballage et l'utiliser directement — les pilotes négligent trop souvent leurs responsabilités. Ils ne

connaissent généralement ni quelques règles à suivre, ni les assurances à contracter. Ces points de friction ont été abordés hier lors du 9^e Forum des Courtiers en Assurances, le rendez-vous annuel incontournable des professionnels du milieu. Il s'est déroulé au sein du Swiss Tech Convention Center du campus de l'EPFL. Organisé par l'Association des Courtiers en Assurances (ACA), en partenariat avec

l'Agefi, l'événement avait pour thème «Préparez-vous aujourd'hui aux défis de demain». Plus de 300 invités venant de compagnies partenaires, d'institutions de prévoyance et d'organismes prestataires de services ont participé à cette journée durant laquelle ateliers et conférences se sont enchaînés pour sensibiliser les acteurs du secteur à leur avenir. «C'était une belle édition. Nous attendons déjà

avec impatience la 10^e qui aura lieu le 23 mai 2019 et promet d'être d'une plus grande envergure encore», a commenté Loïc Dubost, président l'ACA. Plus particulièrement, la conférence dédiée aux drones a apporté des éclairages sur les aspects techniques, sur les assurances et sur la sécurité. Quatre intervenants spécialistes de la question se sont succédé à la tribune. ■



«Le véritable marché ne se situe pas du côté des particuliers mais en B2B»

A la fois pilote d'hélicoptère et directeur de l'agence de communication Creatives, Mathieu Fouvy est monté le premier sur l'estrade. Amateur éclairé de ces engins volants, cet *early adopter* a dressé le panorama économique du secteur. «Le point de départ de toute technologie liée aux drones est militaire. C'est l'industrie numéro un qui représente 80% du marché», a-t-il rappelé. La miniaturisation des composants, du gyroscope et de la batterie notamment, a ensuite permis aux drones de débarquer chez «monsieur Tout-le-Monde». Alors que ces drones jouets sont surtout utilisés par le grand public pour filmer ou prendre des photos, pour participer à des courses ou pour explorer l'environnement, les applications professionnelles se multiplient. Des drones médicaux lancent des bouées aux nageurs qui se noient, livrent des médicaments dans des zones contaminées ou transportent un défibrillateur. Au niveau de la construction, les appareils photographient les maisons à vendre et permettent la création d'image en 3D. Les entreprises de sécurité et la police les utilisent pour surveiller des lieux ou retrouver des individus grâce à des capteurs thermiques ou infrarouges. Au regard de l'agriculture, les engins bouleversent le milieu par leurs



MATHIEU FOUVY. Pilote d'hélicoptère, il est aussi fan de drones. Il en utilise d'ailleurs dans son agence Creatives.

possibilités d'optimisation. En publicité et en art, de plus en plus d'essaims coordonnés forment de splendides divertissements. Les activités de livraison, d'inspection et d'assurance en usent également de plus en plus. «Le véritable business ne se situe pas du côté des particuliers mais plutôt dans les drones commerciaux, en B2B», a-t-il martelé. «C'est un marché qui explosera bientôt. Les enjeux sont énormes, au niveau de la responsabilité, de la sécurité des citoyens, du droit à l'image ou encore du terrorisme.» — (SM)

«Si un drone vient y jouer les trublions, nous détournons les avions»

Un petit véhicule volant télécommandé s'explode dans le rotor arrière d'un hélicoptère qui se crashe sur une ambulance, poussée à son tour dans le hall d'un hôpital, provoquant des dizaines de morts. André Schneider, directeur général de l'Aéroport International de Genève (AIG) a choisi d'ouvrir son intervention avec les images chocs de la série *Casualty* de la BBC. «C'est un film basé sur le principe de la loi de Murphy selon laquelle tout se passe mal», rassure-t-il. «Cependant, on n'est jamais à l'abri d'un incident. C'est pourquoi nous prenons les précautions maximales.» L'espace aérien suisse est dense, notamment à l'AIG avec ses 190.000 mouvements annuels. Lorsqu'un drone vient y jouer les trublions, cela entraîne des ennuis. «Si cela arrive, nous détournons les avions.» Pourtant, la réglementation suisse interdit aux pilotes de faire voler leur engin dans un périmètre de moins de 5 km autour des aéroports. «A Genève, cela couvre la moitié de la ville! Cette loi est compliquée à contrôler. De plus, ces machines très légères sont difficilement détectables.» La Suisse n'a encore jamais été le théâtre d'accident entre avion et drone. Pourtant, rien qu'en 2016, les aéroports du pays ont dénombré pas moins de 48 incidents d'in-



ANDRÉ SCHNEIDER. Le CEO de Genève Aéroport prend les précautions maximales face aux intrusions de drones.

trusion. «Malheureusement quand nous en détectons un, nous n'avons pas la capacité d'intervenir. Il est encore impossible de contacter le pilote ou de prendre le contrôle de l'appareil. Nous devons ralentir ou arrêter nos opérations pour assurer la sécurité des passagers.» Pour le directeur, la solution à ce problème passera par la création d'une réglementation européenne commune, d'un registre d'identification et de zones d'exclusion aérienne dans lesquelles les drones n'auront simplement pas la capacité de voler. — (SM)

«Attention au droit à l'image des personnes, si elles sont reconnaissables»

«A l'émergence de ces technologies, j'ai averti les autorités qu'il fallait interdire aux drones de survoler les écoles, les prisons, les foyers pour femmes battues... On me prenait pour un fou. Pourtant, l'an passé à Sion, un parent a utilisé un engin télécommandé pour survoler la cour de récréation dans laquelle son enfant se faisait régulièrement houspiller», raconte Sébastien Fanti. Il est avocat spécialisé dans le droit des nouvelles technologies et préposé cantonal à la protection des données et à la transparence en Valais. Il affirme que le Suisse doit rapidement établir une réglementation solide afin de la proposer aux pays voisins. «Sinon, la régulation viendra de ces voisins.»

Au regard de la protection des informations, le danger est inhérent à la collecte des données réalisée à l'insu des personnes filmées ou photographiées. Attention donc à leur droit à l'image: si elles sont reconnaissables, il faut demander leur consentement. «Face à une caméra à l'épaule, les personnes filmées en sont conscientes et peuvent manifester leur désapprobation. Mais les drones... On ne les voit pas toujours». Il donne l'exemple d'une station de ski huppée du pays qui comptait filmer ses pistes «et mettre ensuite la vidéo sur YouTube. Imaginez qu'une femme y re-



SÉBASTIEN FANTI. Le préposé valaisan à la protection des données s'inquiète de certains usages des drones.

connaisse son mari en compagnie d'une autre et demande le divorce. La station risquerait de se voir réclamer des dommages et intérêts». Il faut également être rigoureux dans la conservation et la diffusion de ces images: «Vous avez le devoir de protéger le fichier source afin qu'il ne soit pas utilisé par d'autres.» Sébastien Fanti juge que le secteur s'est développé de façon peu académique mais que bientôt les drones «seront bridés comme les vélomoteurs. Régime législatif transfrontalier, immatriculation dans un registre et assurance pour tous: c'est le minimum!» — (SM)

«Le pilote doit contracter une assurance RC qui le couvre jusqu'à un million»

Philippe Muggli, Key Account Manager chez La Mobilière, a conclu la table ronde en donnant les informations précises sur les règles légales en la matière. «Nouveau phénomène dans le ciel, les drones civils occasionnent des nuisances à la fois sonores et pour l'environnement. Ils génèrent aussi de nouveaux risques pour la population et les bâtiments.» L'expert a illustré son propos par l'impressionnante vidéo du drame évité de justesse par le skieur autrichien Marcel Hirscher qui a failli être frappé par un drone dysfonctionnel en 2015. Philippe Muggli a ensuite exposé les bases légales qui régissent l'utilisation des drones en Suisse. Avant tout, sont interdits les aéronefs de plus de 30kg, «sauf spécifiquement autorisés par l'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC).» En outre, le pilote doit contracter une assurance responsabilité civile qui le couvre jusqu'à un million de francs, au moins. Il doit d'ailleurs avoir constamment l'attestation sur lui lorsqu'il utilise son engin. Exception notable: si le drone pèse moins de 500gr. Bien entendu, les couvertures spécifiques varient d'une compagnie à l'autre. Il ajoute: «La législation impose que le pilote garde un contact visuel direct avec l'appareil. L'assistance de jumelles ou de lunettes vidéo est donc, en principe, proscrite.»



PHILIPPE MUGGLI. Expert en responsabilité civile des entreprises, il est Key Account Manager chez La Mobilière.

Autres règles: interdiction de voler à moins 5km des pistes d'un aérodrome, interdiction de voler à plus de 150m de haut dans les couloirs aériens et, finalement, interdiction de survoler les rassemblements de plus de 24 personnes. «Pour lever ces diverses prescriptions, il faut s'adresser à Skyguide — pour celles liées aux aéroports — ou à l'OFAC — pour les autres. Ces organismes analysent les situations au cas par cas. L'OFAC constate d'ailleurs une augmentation sensible des demandes de dérogations pour exploiter des drones en visibilité indirecte.» — (SM)